

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAZOR Thierry

La Couyrélie
12240 Colombières

Références : 12-CARMIN-2024-32
Code AIOT : 0006803035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement CAZOR Thierry implanté La Couyrélie 12240 Colombières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un transfert d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAZOR Thierry
- La Couyrélie 12240 Colombières
- Code AIOT : 0006803035
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploitée est une carrière à ciel ouvert de pierres à bâtir de gneiss autorisée pour 30 ans par arrêté préfectoral du 18 février 2003.

La production maximale autorisée est de 2000T/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/02/2003, article 12.3.2	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'était pas en activité le jour de la visite. L'inspection, n'a pas relevé de non conformité majeure.

Le site est une carrière artisanale de "pierres à bâtir", qui fonctionne à la commande. De fait, le phasage accuse un décalage, toutefois celui-ci, est sans conséquence majeure.

Dans ce cadre, l'exploitant, futur repreneur de la carrière prévoit après une période de recul nécessaire d'environ 1 année (contexte du marché) une refonte du phasage.

La remise en état coordonnée est respectée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2003, article 12.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Extraction - Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage proposé dans le dossier de demande, le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction. Le réaménagement de la phase N est réalisé pendant l'exploitation de la phase N + 1.
Constats : Administrativement l'exploitation est en phase 4 (février 2023 à février 2028). Techniquement l'exploitation entame la phase 3. Ce décalage s'explique par une production artisanale de pierres à bâtir (gneiss) qui sont produites par campagne et sur commande (production de 48m3 sur 2023). Le réaménagement de façon coordonnée pour les phases 1 et 2 a été réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative, Transfert
Prescription contrôlée :

<p>3.2. Les rapports de surveillance et d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés par l'exploitant de manière à garantir le transfert approprié des informations, notamment en cas de changement d'exploitant prévu par l'article R. 181-47 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est en cours de transfert (prévue sur second semestre 2024). L'exploitant actuel dispose de tous les documents relatifs à l'autorisation (arrêté préfectoral d'autorisation, plans topographiques, rapports d'inspections, production(...)).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant actuel, lors du transfert, conformément à l'article R. 181-47 du code de l'environnement, veillera à remettre au nouvel exploitant, tous les rapports de surveillance et d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>